Page 01_Mise en page 1 26/08/2022 19:03 Page 1



Sahara occidental

LA GIFLE DE BERLIN AU MAKHZEN

Page 16

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7375 - SAMEDI 27 AOÛT 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

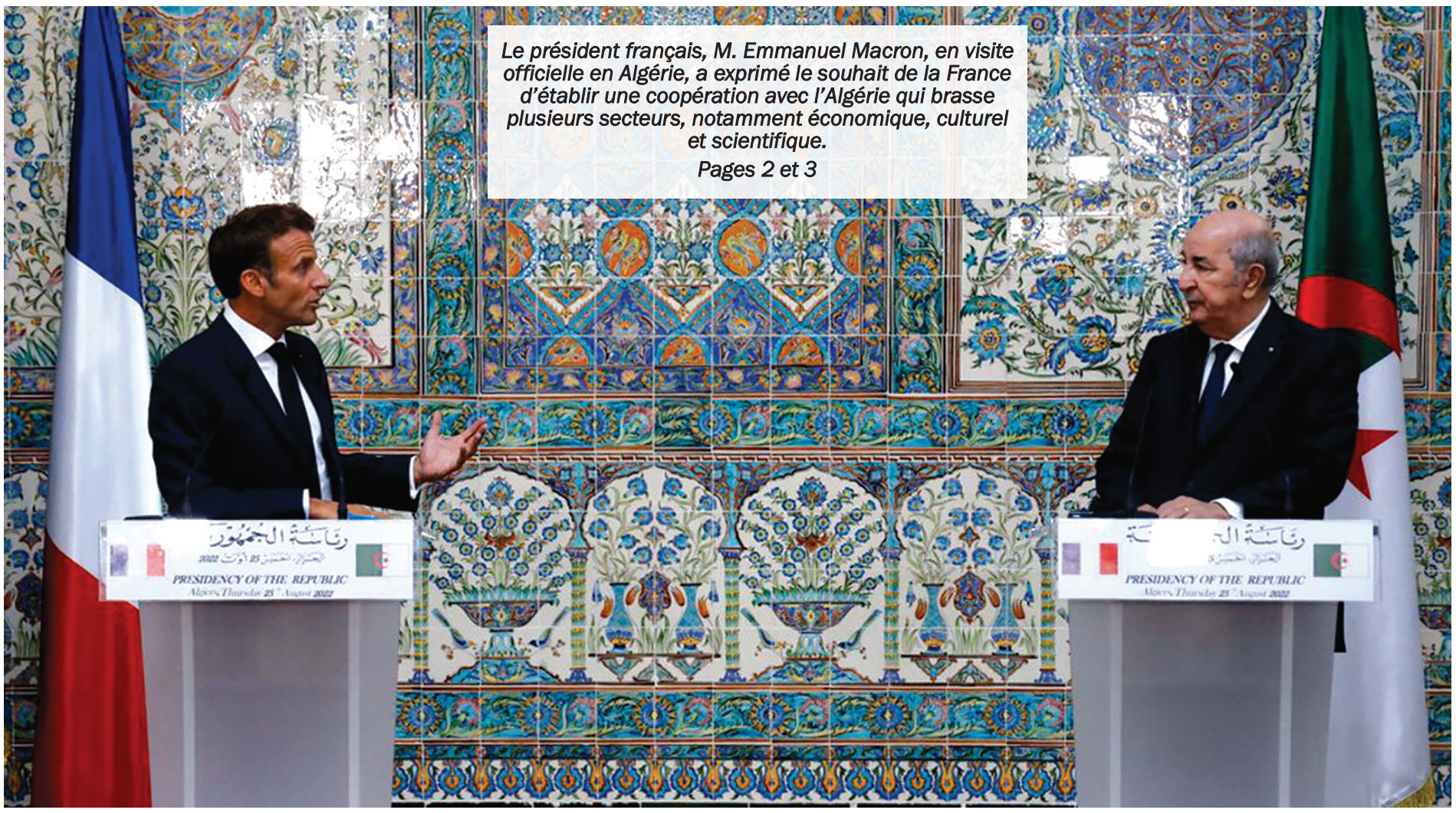
MÉDÉA

Pas d'augmentation du prix du pain

Page 5

ALGÉRIE-FRANCE

COOPÉRATION TOUS AZIMUTS



Le président français, M. Emmanuel Macron, en visite officielle en Algérie, a exprimé le souhait de la France d'établir une coopération avec l'Algérie qui brasse plusieurs secteurs, notamment économique, culturel et scientifique.

Pages 2 et 3

VIANDES BLANCHES

Le prix du poulet grimpe de nouveau

Page 4

LUTTE CONTRE LE CRIME À BÉJAÏA

385 AFFAIRES TRAITÉES EN JUILLET

Page 5

ENQUÊTE SUR L'ASSASSINAT DE SHINZO ABE

Démissions de responsables de la police japonaise

Page 7

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

Page 02_Mise en page 1 26/08/2022 18:28 Page 1

ALGÉRIE-FRANCE

Tebboune plaide pour un partenariat basé sur l'équilibre des intérêts

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a fait savoir jeudi à Alger, avoir convenu avec le président français, Emmanuel Macron, en visite officielle en Algérie, d'établir un partenariat global d'exception, base sur l'équilibre des intérêts entre l'Algérie et la France.



«Nous avons évoqué ensemble tous les volets ayant trait à la coopération bilatérale et les moyens de la renforcer, en vue de servir les intérêts communs de nos deux pays et de garantir à nos relations, tous domaines confondus, un élan qualitatif à même d'assurer une consécration de la nouvelle orientation que nous avons convenue d'ancrer», a affirmé M. Tebboune dans une déclaration de presse conjointe, à l'issue des entretiens avec son homologue français.

Cette même orientation est «fondée sur l'établissement d'un partenariat global d'exception conformément aux principes du respect et de la confiance mutuels, et de l'équilibre des intérêts entre les deux Etats», a-t-il soutenu.

Le Président Tebboune a émis le souhait que la visite du président Français en Algérie «ouvrira de nouveaux horizons aux relations de partenariat et de coopération» entre les deux pays, affirmant que les entretiens «fructueux» avec son homologue français, tenus dans «la franchise habituelle» démontrent «la particularité, la profondeur et la diversité des relations qui lient nos deux pays, ceux-ci englobant l'ensemble des domaines, allant de l'histoire commune et de la mémoire, au dialogue et à la coordination sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun».

Sur le plan bilatéral, le président de la République a souligné que les entretiens ont permis «l'évaluation de la réalisation des objectifs de la Déclaration d'Alger sur l'amitié et la coopération, établie entre les deux pays en 2012», ajoutant que les deux parties ont «abordé les moyens de surmonter les différents obstacles qui entravent la concrétisation des aspirations des deux peuples et des deux pays dans leur élan vers l'établissement de relations stratégiques à la mesure de leur immense potentiel, garantissant la satisfaction des grandes ambitions légitimes des deux peuples».

De plus, la rencontre a été pour les deux parties, poursuit le Président Tebboune, l'occasion de renouveler leur «détermination à aller de l'avant pour l'intensification de nos efforts, en vue de rehausser nos relations suivant des étapes pratiques étudiées et un calendrier précis pour l'activation des mécanismes de coopération et la consolidation de la dynamique positive, à l'horizon des prochaines échéances bilatérales, notamment le Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), le Comité mixte économique franco-algérien (COMEFA) et le Dialogue stratégique algéro-français, tout en intensifiant les échanges de visites, à tous les niveaux, entre les responsables des deux pays».

«Par ce programme, nous ambitionnons la consolidation de la coopération scientifique, technologique et culturelle et le renforcement du niveau des échanges commerciaux entre les deux pays, à la lumière des grandes réformes nationales qui visent à améliorer le climat des affaires», a soutenu le Président Tebboune.

La rencontre a été également l'occasion, souligne le président de la République, d'évoquer les conjonctures sécuritaire et politique d'intérêt commun, tant à l'échelle régionale qu'internationale. «Nous y avons, d'une part, échangé nos points de vue sur de nombreuses questions qui revêtent une importance pour les deux pays, notamment la situation en Libye, au Mali, au Sahel et au Sahara Occidental, qui requièrent des efforts conjugués à même de consolider la stabilité dans la région», a-t-il déclaré.

Les deux parties ont, en outre, convenu «de la nécessité d'intensifier la concertation autour des questions qui font l'actualité sur l'échiquier international, engendrant de nouveaux défis qui menacent la sécurité et la stabilité de notre espace méditerranéen, voire la paix et la sécurité internationales», a avancé le président de la République. La situation internationale actuelle et les «difficultés qui en découlent», exigent des deux pays, a-t-il dit, «d'œuvrer communément sur les plans bilatéral et multilatéral pour y faire face, selon une vision globale et cohérente qui permet de traiter efficacement les sources des troubles actuels, en restant pleinement attaché aux principes de la Charte des Nations Unies, garant de la préservation de la sécurité et de la stabilité».

Le Président Tebboune a ainsi tenu à «apprécier les résultats encourageants de la visite du président français en Algérie», qui permet aux deux parties de «procéder à une évaluation globale du niveau de coopération entre nos deux pays, et de tracer des perspectives prometteuses pour le rehaussement du partenariat exceptionnel qui les unit».

S. Ould Brahim

Macron pour une coopération tous azimuts avec l'Algérie

LE PRÉSIDENT français, M. Emmanuel Macron, en visite officielle en Algérie, a exprimé le souhait de la France d'établir une coopération avec l'Algérie qui brasse plusieurs secteurs, notamment économique, culturel et scientifique.

«Nous voulons avancer sur notre industrie, notre recherche, nos hydrocarbures et nos métaux rares et sur des sujets d'innovation, sur lesquels nous souhaitons aller plus vite et plus fort», a indiqué M. Macron dans une déclaration de presse commune avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'issue de leurs entretiens.

Il a également insisté sur deux secteurs de coopération entre les deux pays, à savoir le numérique et la création cinématographique, où «beaucoup de binationaux ont ces talents».

Dans ce cadre, M. Macron a affirmé la volonté de son pays de développer avec l'Algérie un projet de création d'un incubateur de startups, en impliquant «des soutiens du secteur privé connectés avec d'autres incubateurs». Ce nouveau partenariat, ajoute le chef d'Etat français, doit aussi intégrer des projets de coopération dans les domaines universitaires et scientifiques. Il a également évoqué une coopération future entre l'Institut Pasteur d'Algérie et le Centre français de recherche scientifique (CNRS) qu'il a qualifiée d'»essentielle face aux défis de demain» que ce soit dans le domaine des pandémies ou celui du défi climatique. «Bâtir l'avenir, c'est décider de regarder ensemble nos défis et de tout faire pour apporter ensemble des réponses pour que nous aidions la jeunesse algérienne et la jeunesse française à réussir», a-t-il souligné.

Concernant les questions de la mobilité et de la circulation des personnes, le président Macron a indiqué que des décisions «ont été prises» dans ce sens. «Nous allons travailler ensemble pour pouvoir traiter des sujets, plus sensibles de sécurité, mais qui ne peuvent pas empêcher de développer des ponts de mobilité choisie pour nos artistes, sportifs, entrepreneurs, universitaires, scientifiques, associatifs et responsables politiques, permettant de bâtir davantage des projets communs dans la région de la Méditerranée», a-t-il poursuivi.

Au sujet du passé mémoriel commun aux deux pays, le président français a indiqué: «Je crois pouvoir dire que le travail que nous conduisons depuis cinq ans en France, mais aussi le dialogue permanent que nous avons eu l'un et l'autre, me confortent dans l'idée que nous vivons un moment unique qui, je l'espère, va nous permettre de faire face à ce passé et de faire que celui-ci soit un commun et non pas quelque chose qui nous empêche d'avancer». Il a précisé dans ce sens que «d'ici la fin de cette visite, sera finalisée l'écriture exacte de ce qui a été acté», tout en annonçant «le mandatement» par les deux parties d'une commission mixte d'historiens chargés d'ouvrir les archives liées à la colonisation française, sans tabou et avec une volonté libre d'accès».

Tout en félicitant, par ailleurs, l'Algérie pour le succès des récents Jeux méditerranées à Oran, le président français a indiqué que «le sport, qui est une passion commune, est également au cœur des partenariats», assurant de la volonté de la partie française de «nouer une nouvelle coopération avec de jeunes sportifs» qu'il aura à rencontrer durant sa visite à Oran.

Abordant le contexte régional et international, M. Macron a déploré les «nombreux conflits et crises» qui secouent le monde et a tenu à saluer «l'implication» du président Tebboune pour le respect et le suivi de l'accord de paix et de réconciliation au Mali, tout en renouvelant son intention de «renforcer la coopération» pour la lutte contre le terrorisme.

S. O. B.

Page 03_Mise en page 1 26/08/2022 18:40 Page 1

VISITE DU PRÉSIDENT FRANÇAIS

Pas de nouveau contrat gazier avec l'Algérie

Il n'y aura pas de nouveaux contrats gaziers avec l'Algérie pour garantir les besoins gaziers de la France, notamment en cette période de perturbations qui caractérisent le marché mondial depuis le début de la crise en Ukraine, contrairement à ce qui a été prédit par des experts depuis l'annonce de la visite du président français, Emmanuel Macron, en Algérie.



«Le gaz ne représente que 20% du mix énergétique français, et dans cet ensemble, l'Algérie représente 8 à 9%. On n'est pas dans une dynamique où le gaz algérien pourrait changer la donne». C'est ce qu'a fait savoir hier, à Alger, Emmanuel Macron au deuxième jour d'une visite officielle en Algérie, tout en insistant sur la nécessité de consolider le partenariat entre TotalEnergies et Sonatrach».

Pour rappel, lors du sommet algéro-italien à la mi-juillet, un gros contrat pétro-gazier de «partage de production» entre Sonatrach d'un côté et l'italien Eni, l'américain Occidental et le français Total, portant sur 4 milliards de dollars, avait été annoncé.

Le président français s'est notamment félicité qu'Alger aide «à la diversification» des approvisionnements en gaz de l'Europe, en augmentant ses exportations vers l'Italie.

«On est pas en compétition avec l'Italie sur le gaz algérien», a-t-il assuré, soulignant le «faible poids du gaz dans le mix énergétique» de la France. Au contraire, a-t-il dit, «je remercie l'Algérie» d'avoir augmenté les volumes injectés dans le gazoduc qui approvisionne l'Italie. En outre, il a souligné que la France avait déjà «sécurisé ses volumes» pour l'hiver et que «les stocks sont à 90%». Par contre, «c'est une très bonne chose qu'il y ait une collaboration accrue et plus de gaz vers l'Italie», a-t-il insisté, soulignant la nécessité d'une «solidarité européenne».

DOSSIER DE L'IMMIGRATION CLANDESTINE ET DES VISAS

Concernant le dossier de l'immigration clandestine, M. Macron a souligné l'importance de «travailler ensemble» avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour être «plus efficace» dans la lutte contre ce fléau et, en même temps, «plus souple» sur l'immigration «choisie». «Ce que nous avons décidé, c'est de travailler ensemble et avec aussi une certaine confiance collective. On va être très rigoureux pour, ensemble, lutter contre l'immigration clandestine et les réseaux, et être beaucoup plus efficaces pour prévenir et pouvoir raccompagner (les clandestins, ndlr) plus efficacement», a-t-il déclaré.

M. Macron a annoncé également qu'il allait y avoir une approche beaucoup plus souple concernant l'immigration choisie, c'est-à-dire les familles de binationaux, mais aussi les artistes, les sportifs, les entrepreneurs et les politiques.

«Dans ce cadre-là, on souhaite pouvoir améliorer les délais» d'obtention des visas et «si l'on simplifie un peu les procédures, (ça permet) d'avoir une lisibilité plus rapide et d'éviter d'engager trop de frais», a fait valoir le chef de l'Etat français.

La question des visas fait partie des sujets «sensibles» et source de «tensions» entre les deux pays, a reconnu le président français.

«C'est un dossier sur lequel on a longuement parlé hier, jusqu'au milieu de la nuit, avec le président algérien», a souligné Emmanuel Macron, «et sur lequel nous avons mandaté nos ministres, et donc qui va avancer dans les prochaines semaines et prochains mois».

Mohamed M.

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha reçoit le ministre des Armées Françaises

LE GÉNÉRAL d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a reçu en audience, hier vendredi à Alger, le ministre des Armées Françaises, Sébastien Lecornu, accompagné du Général d'Armée, Thierry Burkhard, Chef d'Etat-major des Armées, et ce, en marge de la visite qu'effectue le Président français, Emmanuel Macron en Algérie, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

La cérémonie d'accueil, qui s'est déroulée au siège de l'Etat-major de l'ANP a été entamée par le salut de l'emblème national et la présentation des honneurs militaires à l'hôte, par des formations issues des différentes Forces de l'ANP. Ont pris part à cette rencontre, le Secrétaire Général du MDN, les Commandants de Forces et de la Gendarmerie nationale, des officiers Généraux du MDN et de l'Etat-major de l'ANP, ainsi que les membres de la délégation militaire française, précise la même source.

Après avoir souhaité la bienvenue à la délégation française, le Général d'Armée Saïd Chanegriha a souligné, lors de cette rencontre, que cette visite constituera «une étape charnière du processus de compréhension mutuelle entre les deux parties, insufflée par la volonté politique des Présidents des deux pays».

«Je tiens tout d'abord à vous souhaiter la bienvenue, au siège de l'Etat-major de l'ANP, ainsi qu'à l'auguste délégation qui vous accompagne, tout en espérant que votre visite sera profitable et fructueuse. Cette visite nous permettra d'échanger, de manière franche et pragmatique, nos points de vue sur les sujets d'actualité, ainsi que les dossiers représentant un intérêt commun aux deux parties. En effet, ces dossiers ont évolué davantage au cours de ces dernières années, et ce, au regard de l'expansion de la menace terroriste en Afrique, en général, et dans l'espace sahélo-saharien en particulier», a déclaré le Général d'Armée.

«L'évolution de cette menace a également accru le crime organisé transfrontalier, dont le trafic de drogues et d'armes, la traite des êtres humains et la contrebande, sont les principales activités criminelles, proliférant de connivence avec les organisations terroristes», a-t-il ajouté, avant de relever «l'intérêt des deux parties de préserver et de consolider les acquis en Méditerranée ouest, en matière de sécurité maritime, notamment les efforts consentis dans le domaine de la coopération bilatérale pour la hisser au niveau attendu».

En vue d'une diversification des activités de coopération bilatérale, le Général d'Armée a proposé de mener «une réflexion commune, à l'effet d'arrêter les opportunités offertes, dans le cadre d'un accord de coopération renouvelé» : «Pour ce qui de la diversification des activités de notre coopération bilatérale, je propose de mener une réflexion commune, à l'effet d'arrêter les opportunités offertes et les domaines les plus indiqués pour leur concrétisation».

Hamid B.

le Commentaire

par Mahmoud Benmostefa

Boualem Sansal ou l'imposture chronique

IL A RATÉ une occasion de se taire. Boualem Sansal, en éternel provocateur, à contrecourant de la marche de l'histoire a décidément choisi son camp. Le mauvais camp, comme à son habitude, celui qui a érigé le mensonge en dogme pour attenter à son peuple et à son histoire.

Dans un entretien au quotidien électronique libéral et néoconservateur, Atlantico, l'écrivain né à Teniet El-Had a, une nouvelle fois, déversé son fiel sur son pays d'origine. Commentant la visite à Alger du président français, l'auteur du Village de l'Allemand entend plaire à ses séides.

En qualifiant à tour de bras l'Algérie nouvelle de pays où règne «l'agressivité, la menace, la stratégie de la tension sur ses partenaires pour les dissuader de s'ingérer dans ses affaires», Sansal tente de jeter le discrédit sur tout ce qui se fait depuis la chute de Bouteflika.

D'ailleurs, celui qui a fait le pèlerinage au Mur des Lamentations, parce qu'il a découvert les vertus du sionisme politique, idéologique et intellectuel, sésame pour tout esprit colonisable, afin qu'il accède au jardin d'Eden des rives de la Seine et des attributs d'une nationalité convoitée, même si elle a été déniée à ses propres parents.

Mieux, l'auteur de «Dis-moi le paradis», volontiers moqueur de l'Algérie indépendante, récidive en tirant à boulet rouge contre ce qu'il qualifie de «régime d'Alger». Est-il utile de rappeler que dans la pensée néocoloniale et colonisable, estampiller les Etats post-indépendance de «régime» est la marque de fabrique de la pensée impérialiste et coloniale qui a toujours refuser la défaite historique de la barbarie coloniale européenne des XVIIème-XXème siècles.

Le déni nationaliste de Sansal n'a d'égal que son aptitude à soutenir les régimes colonialistes et fascistes tel l'apartheid israélien et le makhzen marocain. Deux «régimes» qui pratiquent la violation systématique des droits de l'Homme et les exécutions extra-judiciaires contre deux peuples colonisés : le peuple palestinien et le peuple sahraoui. Mais ces drames, Sansal n'a cure d'eux ! Son seul souci : la France ne doit pas baisser la garde face à une Algérie qui semble-t-il dérange plus l'écrivain philo-sioniste que l'establishment français lui-même.

Dans la situation actuelle, et en particulier au vu de la manière dont le régime algérien joue à plein sur la «rente mémorielle», est-il réaliste de croire que la relation puisse s'apaiser si la France tente de calmer le jeu ?

La lecture de ce passage de l'interview de Sansal ne laisse aucun doute, à force de côtoyer les néoconservateurs français et accessoirement leurs inspirateurs israéliens, le co-auteur du Nouvel antisémitisme en France est décidément passé de l'autre côté du miroir : «Mais qui veut apaiser les tensions ? Personne.

Ce n'est pas le moment de baisser la garde. Quand on ne peut pas résoudre une crise, il faut pousser les feux et l'aggraver autant qu'il est possible pour rebattre les cartes et changer le rapport de force. Je crois que Macron joue bien aux échecs mais l'Algérie nouvelle joue excellemment aux dominos. On va voir qui va gagner». La haine de soi dans toute sa splendeur ! Que dira Sansal pour commenter, à posteriori, la visite de Macron en Algérie. Aurait-il la même verve ? La même facilité et légèreté pour ressasser les insanités à l'adresse de son propre pays ? Après son Harraga à Paris et sa «aliya» à Jérusalem occupée, ira-t-il à Canossa pour se repentir de ses péchés ?

Page 04_Mise en page 1 26/08/2022 18:44 Page 1

VIANDES BLANCHES

Le prix du poulet grimpe de nouveau

Les prix de la volaille connaissent une surprenante flambée ce week-end. Le kilogramme d'un poulet complet a atteint, dans certaines régions de la capitale, 500 DA. Les cuisses affichent 480 DA le kilo. Le blanc de poulet, quant à lui, est cédé à 560 DA le kilo.



Malgré les appels des associations de protection du consommateur pour une intervention prompte des pouvoirs publics afin de réguler ce marché mais surtout aux ménages pour éviter des achats injustifiés, le cours des viandes blanches semble échapper à tout contrôle. A l'approche de la rentrée scolaire et sociale, le pouvoir d'achat du citoyen est mis à rude épreuve. Alors que les familles dépensent des sommes très importantes pour répondre aux besoins scolaires de leurs enfants, elles font face à une inflation sans précédent concernant les prix des produits de consommation. Il s'agit surtout du poulet, la première source de protéine des Algériens, au moment où le poisson est classé parmi les produits de luxe car inaccessibles.

Au niveau des marchés de la capitale, *le Jeune Indépendant* a pu constater une flambée soudaine et inexplicable de la viande blanche en cette période d'été car, d'habitude, les prix augmentent à l'approche des occasions religieuses, à l'instar du ramadhan, du Mawlid Ennabaoui, de l'Achoura mais aussi de Yennayer, et ce en raison de la forte demande. Dans les marchés de la capitale où le Jeune Indépendant a fait une petite virée, à l'image de celui d'El-Mouradia et de Bordj El-Kiffan, les prix de la volaille affichés ont augmenté du jour au lendemain, et ce après une baisse remarquable. Certains citoyens rencontrés au marché de la Redoute, à El-Mouradia, en ressortent les couffins vides de viande alors que le poulet est devenu l'alternative à la consommation de la viande rouge dans les menus du vendredi des familles algériennes.

Pour Nadia M., mère de quatre enfants, acheter de la viande rouge qui peut atteindre 2 000 DA/kg, c'est hors de sa portée. «On n'a pas le choix, on remplace la viande rouge par du poulet, mais même là c'est trop cher. Je ne comprends pas cette augmentation», a-t-elle déploré, avant d'ajouter que vendredi dernier le prix des cuisses était à 350 DA/kg. «Je m'interroge sur cette augmentation. Où sont passés les agents de contrôle, les autorités concernées et les agents du ministère du Commerce ?», a-t-il dit. «Si c'était moi, je boycotterais ce produit car c'est exagéré. Même les légumes ont augmenté, je viens d'acheter les haricots verts pour préparer mon couscous à 200 DA et la courgette à 180 DA, alors que la tomate est à 100 DA», a-t-elle dénoncé.

Pour la plupart des citoyens rencontrés, ces augmentations ne sont pas justifiées. «On ne parle pas d'agneau, de veau ou de crevette, c'est seulement du poulet», ont souligné Latifa et Zaineb, croisées à Bordj El-Kiffan. Il convient de noter que la mercuriale des prix a touché aussi les œufs. Un œuf est en effet cédé chez les détaillants entre 19 et 20 DA tandis que le plateau est à 570 DA. Selon Djamel, propriétaire d'un commerce d'alimentation générale à Souidania, le plateau est cédé chez les grossistes à 470 DA. «Il faut s'attendre à une augmentation des œufs. Le plateau pourrait atteindre 600 DA», a-t-il confié.

UNE SITUATION ALARMANTE SELON L'APOCE

Contacté hier par le Jeune Indépendant, le président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur, Mustapha Zebdi, a dénoncé la situation des marchés algériens qui ne sont pas contrôlés. «La situation est intolérable et alarmante», a-t-il lancé, souhaitant que tous les acteurs de différents départements ministériels interviennent pour mettre fin à ce feuilleton qui perdure. M. Zebdi a cependant avoué que la flambée des prix n'a pas touché que le poulet mais aussi les œufs, qui connaissent ces jours-ci une véritable hausse. «Les prix varient d'une région à une autre selon la production de chaque région. Nous savons que la production à l'Est est plus importante que celle à l'Ouest. Il y a une différence de 20 jusqu'à 40 DA», a-t-il fait savoir. Il a avoué que le prix du poulet a atteint dans certains endroits 500 DA, ajoutant qu'à Adrar, le kilo de poulet affiche 470 DA. M. Zebdi a signalé que la hausse des prix est enregistrée à l'échelle nationale, ce qui impacte le pouvoir d'achat du consommateur, d'autant plus que la volaille est la protéine la plus accessible pour la majorité de la population.

Sarah Oubraham

PÊCHE

D'une activité artisanale à un secteur contribuant à la sécurité alimentaire

LE SECTEUR de la pêche a enregistré, depuis le recouvrement de la souveraineté nationale, plusieurs réalisations qui lui ont permis de s'imposer comme l'un des principaux secteurs contribuant au renforcement de la sécurité alimentaire du pays et à la diversification des sources de financement de son économie.

Simple activité artisanale il y a soixante ans, la pêche est devenue un secteur structuré à la faveur des stratégies successives reposant essentiellement sur l'augmentation de la production halieutique nationale, l'investissement dans l'aquaculture, la multiplication des ports de pêche et le développement de leur mode de gestion, l'amélioration des conditions socio-professionnelles des pêcheurs, ainsi que le développement d'une industrie locale des bateaux de pêche en haute mer.

En effet, le nombre de pêcheurs est passé de 4.505 en 1962 à plus de 56.000 aujourd'hui, tandis que le nombre de navires de pêche est passé de 882 navires en 1962 à 6.000 navires de différentes tailles en 2022.

Quant aux ports de pêche et plages d'échouage, leur nombre est passé de 18 ports en 1962 à 46 aujourd'hui, ce qui a permis de promouvoir et d'intensifier l'activité de la pêche au niveau de la bande côtière et de mieux encadrer ce métier.

Ces réalisations ont favorisé une augmentation notable de la production halieutique, puisqu'on enregistre aujourd'hui une production de 110.000 tonnes, qui sont distribuées à travers l'ensemble du territoire national grâce un réseau logistique qualifié, alors que seuls les marchés proches de la côte étaient couverts par le passé.

On ne saurait nier le rôle essentiel joué par la filière de l'aquaculture pour atteindre ce résultat, cette activité étant passée d'opérations limitées au niveau des barrages à l'un des projets les plus importants rencontrant un véritable engouement auprès des jeunes entrepreneurs dans le cadre des divers dispositifs d'aide à l'emploi.

Cette activité englobe actuellement divers types de plans d'eau (eau douce), les bassins d'irrigation agricole et les cages flottantes en mer.

L'Algérie compte actuellement 63 projets en phase d'exploitation liés à l'aquaculture «marine», dont 38 en pisciculture et 24 en conchyliculture, auxquels s'ajoute un projet en crevetticulture, réalisé dans le cadre d'un partenariat public-privé à Boumerdès, avec une capacité de production de 50 tonnes/an.

Ce secteur est devenu ainsi un des piliers sur lequel repose la sécurité alimentaire en Algérie, d'où la mise à disposition par l'Etat de plusieurs incitations, pour ne citer que la réduction de la TVA de 19% à 9%.

Compte tenu de l'importance croissante accordée aux activités de pêche et d'aquaculture, l'accent a été mis sur la prise en charge de la ressource humaine en améliorant les conditions de travail et en assurant une couverture sociale à toutes les activités connexes.

Aujourd'hui, le pêcheur ainsi que l'ensemble des professionnels dans cette activité jouissent de tous leurs droits socioprofessionnels, en ce sens qu'ils sont titulaires d'une carte professionnelle, ils bénéficient de l'assurance et d'une carte Chifa.

En outre, le secteur a été renforcé par des établissements de formation spécialisés, dont le nombre est passé de quatre écoles (placées préalablement sous la tutelle du ministère des Transports) à huit écoles, desquelles sont diplômés à présent plus de 7000 professionnels. Par ailleurs, la construction navale a également connu de grands progrès grâce à l'encouragement de l'investissement, en offrant du foncier et d'autres facilitations, et en aplanissant les obstacles qui concernent notamment la construction de navires de grande taille en mesure de pêcher en haute mer.

Dans ce cadre, deux navires de pêche d'une longueur de 35 mètres ont été fabriqués récemment par des mains algériennes, avec un taux d'intégration estimé à 60%.

Cette expérience a permis d'économiser environ 50% de l'enveloppe financière qui aurait coûté, en cas d'importation, quelque 2 millions d'euros.

Cette industrie devra être également renforcée par la construction de quatre thoniers, deux seraient réceptionnés au port de Honaïn à Tlemcen en 2023, d'une longueur de 37 mètres et avec un taux d'intégration de 60%, tandis que les deux autres seront construits en 2024.

Avril dernier, deux navires de pêche, de 14 mètres chacun, ont été exportés, pour la première fois, vers la Mauritanie.

M. B.

Page 05_Mise en page 1 26/08/2022 18:49 Page 1

MÉDÉA

Pas d'augmentation du prix du pain

C'est un niet catégorique qui a été opposé, ce jeudi, par la direction du commerce et de la promotion des exportations de Médéa aux boulangers de la wilaya concernant l'augmentation de la baguette de pain de 10 DA à 15 DA.



La position de l'administration du commerce a été, on ne peut plus claire sur le sujet, en rappelant aux différents intervenants rentrant dans la chaine de fabrication du pain que le prix administré de la baguette est fixé à 10 DA.
Pour mettre un terme à toute velleité d'augmentation du prix du pain par les boulangers, une réunion ayant regroupé les principaux concernés, notamment les boulangers, le président de la chambre de commerce et d'industrie du Titteri, le coordinateur de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCCA), a eu lieu la semaine écoulée au siège de la direction du commerce. Il faut savoir que le prix de la baguette de pain ordinaire, fixé à 10 DA, est un prix plafonné par la réglementation en vigueur et ne peut connaître de variation, étant «fabriqué à base de farine qui est subventionnée par l'Etat» et que toute révision de son prix ne peut se faire sans l'aval de la tutelle et après consultation de toutes les parties, notamment les organisations de protection des consommateurs, l'union générale des commerçants et des artisans.
La réunion a été programmée afin de mettre un terme aux perturbations enregistrées en matière d'approvisionnement en farine des boulangeries durant la 1è quinzaine du mois d'août, situation qui a été mise à profit pour imposer la baguette de pain amélioré à 15 DA et de ne pas fabriquer de pain dit «normal».
Dans ce cadre, la direction du complexe industriel et commercial Agrodiv de Ksar El Boukhari a été sollicitée afin d'intensifier la cadence de la production de farine par ses meuneries pour fournir les boulangeries en quantités suffisantes de cette matière essentielle à la fabrication de pain.
Le directeur du commerce et de la promotion des exportations, Rachid Hammadi, a précisé à ce propos que les perturbations observées durant les deux premières semaines du mois d'août et qui a eu des conséquences négatives sur le distribution de la farine pour des raisons techniques des meuneries qui ont réduit leurs capacités de production. «Pour notre part, nous avons pris comme 1è mesure de solliciter les meuneries des autres wilayas, à savoir les minoteries de Blida et Béjaia qui nous ont fournies les quantités demandées et qu'il y a lieu d'indiquer que tout est maintenant rentré dans l'ordre».

De Médéa, Nabil B.

LUTTE CONTRE LE CRIME À BÉJAÏA

385 affaires traitées en juillet

LA POLICE judiciaire de la wilaya de Béjaïa a recensé 385 affaires criminelles et délictuelles durant le mois de juillet dernier. Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, «91 atteintes aux biens publics ont été relevés dans le cadre de ces affaires pour lesquelles sont impliquées 135 personnes dont 05 ont été écrouées. Il a, également, été enregistré 137 atteintes aux personnes impliquant 152 individus dont 06 ont été placés sous mandat de dépôt. Durant la même période, la police judiciaire a traité aussi 67 affaires de drogue (kif et substances psychiatriques), impliquant 74 individus dont 07 ont été mis aux arrêts. S'agissant des atteintes aux mœurs, «la police judiciaire a traité 11 affaires impliquant 11 personnes», selon toujours la même source.
De plus, 08 autres affaires d'atteinte à l'économie et aux finances ont été recensées, des affaires dans lesquelles ont été impliqués 10 individus dont un (01) a été écroué. «Le reste des affaires a été transféré au parquet», précise la même source dans son communiqué de presse.
Par ailleurs, la brigade de lutte contre les stupéfiants relevant du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya a mis fin aux agissements de deux repris de justice impliqués dans deux affaires de commercialisation de de drogue (Kif traité et substances psychiatriques) au courant de la semaine dernière.
«Le premier mis en cause dans cette affaire dont les initiales de F.KH a été arrêté, par les enquêteurs, en possession de quantité Kif traité», a indiqué la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué de presse transmis à notre rédaction.
Et d'ajouter : «La drogue a été retrouvée dans un sachet que le suspect a tenté de s'en débarrasser lors de son interpellation par les policiers qui sont également saisi une somme d'argent de 5000,00DA».
«Une autre quantité de drogue et du plastique d'emballage ont, également, été saisi lors de la perquisition de son domicile», indique encore la même source. L'enquête diligentée dans le cadre de cette affaire a abouti l'arrestation de son fournisseur qui porte les initiales de B.M. Lequel est âgé de 38 ans, natif de l'Est de la wilaya.
Les investigations menées dans le cadre de cette enquête ont abouti à son arrestation à plage de Tighremt, côte-ouest de Béjaïa alors en possession de 15 comprimés de substances psychiatriques de type Prégabaline 300mg. Interpellé puis entendu par les enquêteurs, le suspect a été mis en examen pour «possession de drogue dont des substances psychiatriques et récidive». Il a, ensuite, été présenté, en comparution directe et écroué.

N. Bensalem

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'APRUE réalise des résultats «encourageants» durant le premier semestre 2022

L'AGENCE nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) a réalisé des «résultats encourageants» dans des projets qu'elle avait lancés durant le 1er semestre 2022 visant la maitrise de l'énergie, indique jeudi un communiqué de l'agence. L'APRUE, qui a mis en oeuvre, pour le compte du ministère de la transition énergétique et des énergies renouvelables, le Programme national pluriannuel de maîtrise d'énergie (PNME), a engagé, durant le premier semestre 2022, un ensemble de projets favorisant la maitrise de l'énergie, précise le communiqué, qualifiant les premiers résultats d'»encourageants».
Les projets lancés par l'APRUE, s'inscrivent dans le cadre d'une dynamique qui soutient le développement d'une économie efficace en énergie, notamment dans les secteurs énergivores du bâtiment, des transports et de l'industrie, tout en préservant la compétitivité et le développement du secteur industriel.
Ainsi, pour le secteur des transports, une approche graduelle, spécifique au contexte algérien, a été adoptée. Elle consiste, dans une phase intermédiaire, à encourager la substitution inter-énergétique, telle que l'utilisation de carburants moins polluants et disponibles, à l'instar du GPLc, selon le même texte. A cet effet, annonce-t-on, durant les premiers mois de 2022, l'APRUE, dans le cadre du PNME, a déjà permis la conversion de 41.200 véhicules thermiques (à essence) au GPLc sur les 50.000 prévus, à travers les ateliers de 549 installateurs, sélectionnés par l'Agence, après un appel à manifestation d'intérêt national. Ces installateurs sont répartis sur 52 wilayas, créant ainsi 1.700 emplois directs, indique le communiqué, ajoutant que 50% des coûts d'installation sont supportés par l'Etat, pour un montant total d'aide, attribuée à l'opération, de 1,75 milliards de DA.
Un second projet de 100.000 conversions a d'ores et déjà été lancé et devra être finalisé d'ici la fin de l'année 2022, à travers 573 installateurs et pour un montant d'aide de 2,8 milliards de DA, note la même source, soulignant que ces conversions permettront d'économiser 225 millions de litres d'essence annuellement et d'éviter une émission directe de plus de 500.000 tonnes de CO2. En parallèle à la substitution inter-énergétique, le PNME intègre la promotion et le développement des transports propres et durables, rappelle l'APRUE. Ainsi, l'Agence a réalisé une première étude détaillée sur l'impact du transport électrique sur la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre. Cette étude a permis de faire un état des lieux du transport électrique (individuel et collectifs) dans le monde et en Algérie, de mettre en lumière les impacts énergétiques et environnementaux, ainsi que les perspectives du développement de la mobilité électrique en Algérie, indique le communiqué, ajoutant que les premiers projets du PNME de promotion de la mobilité électrique sont programmés dès 2023. Pour le secteur du bâtiment, le PNME 2022 a ciblé le développement de l'isolation thermique de logements existants, la promotion de l'utilisation des chauffe-eaux solaires et la généralisation de l'éclairage efficace intérieur et extérieur (éclairage public).

H. B.

Page 16_Mise en page 1 26/08/2022 18:54 Page 1

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA	CONSTANTINE	ALGER	OUARGLA	CHLEF	MOSTAGANEM	ORAN
Fadjr	04:24	04:32	04:43	04:42	04:53	04:59	05:03
Dohr	12:32	12:38	12:50	12:45	12:57	13:02	13:05
Açr	16:14	16:19	16:32	16:26	16:39	16:44	16:46
Maghrib	19:09	19:14	19:27	19:20	19:34	19:38	19:41
Icha	20:32	20:37	20:50	20:42	20:56	21:00	21:03

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7375 – SAMEDI 27 AOÛT 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	31°	20°
Oran	31°	23°
Constantine	36°	18°
Ouargla	43°	29°

SAHARA OCCIDENTAL

LA GIFLE DE BERLIN

Une nouvelle fois, le makhzen vient de subir un autre camouflet diplomatique. Alors que le Roi Mohamed VI exhortait il y a quelques jours ses partenaires à le soutenir dans sa politique de colonisation des territoires du Sahara occidental, les réponses commencent à fuser de l'Europe.



Après le niet sans équivoque de l'Union européenne à travers son haut représentant pour les affaires étrangères et la sécurité Josep Borrell, qui a affirmé que la position constante de l'Union sur la question du Sahara occidental est de chercher à reprendre les négociations afin que le peuple sahraoui puisse décider de son propre sort, c'est au tour de Berlin de lui emboiter le pas.

Rabat espérait de l'Allemagne un alignement sur son « plan d'autonomie «, qui n'est qu'une forme déguisée de colonisation de facto d'un territoire inclus dans un processus de décolonisation par la communauté internationale.

Dans une déclaration conjointe publiée à l'issue de la première visite au Maroc de la cheffe de la diplomatie allemande Annalena Baerbock, Berlin a apporté son soutien aux efforts onusiens, considérant que l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui est la seule voie qui puisse mettre fin au conflit.

Lors du point de presse, Baerbock a clairement mis en évidence la solution préconisée par les différentes résolutions des Nations Unies sur la question sahraouie, refusant de suivre les appels du makhzen et surtout son chantage à la communauté internationale. Berlin s'est montrée rigoureuse sur ce point, maintenant sa traditionnelle position diplomatique dans les institutions internationales, alors qu'une crise diplomatique est encore ouverte entre l'Allemagne et le Maroc sur plusieurs dossiers, comme la Libye ou les affaires liés aux droits de l'homme. Les tensions entre les deux pays ne se sont pas dissipées, selon les observateurs, en dépit des annonces» triomphalistes» de Rabat. Le Makhzen cherche depuis le fameux tweet de l'ancien président américain Donald Trump, qui a précédé les accords d'Abrahams entre quelques pays arabes et l'entité sioniste, à promouvoir son fameux « plan d'autonomie « mis en place par la force militaire en 2007 au Sahara occidental. Depuis, il s'est lancé dans une politique ringarde de consulats dans ces territoires, avant sa mise en échec par les Etats Unis, qui venait de construire sa propre consulat à Casablanca, deuxième ville du royaume.

Pour rappel, Rabat avait suspendu tous ses contacts avec l'ambassade d'Allemagne au Maroc en mars 2021 en raison de «malentendus profonds» avec Berlin. Parmi les points de friction, figurait la position de l'Allemagne sur le Sahara occidental. Berlin avait critiqué la décision de Washington de reconnaître en décembre 2020 la « marocanité « du territoire sahraoui.

La brouille avait commencé à se dissiper en décembre dernier quand Rabat avait salué des déclarations «positives» de la part du nouveau gouvernement allemand sur ce dossier, mais les observateurs n'ont noté aucune évolution « notable ou palpable « dans la doctrine diplomatique de Berlin.

Il faut noter que la semaine dernière, le roi du Maroc Mohamed VI a mis en demeure «certains partenaires» à «clarifier» leur position sur le Sahara occidental et à soutenir «sans aucune équivoque» son occupation.

Ce message en forme de chantage s'adressait avant tout aux Etats membres du Conseil de sécurité et qui sont d'importants partenaires économiques avec le royaume, comme la France, la Chine et la Russie.

Mohamed Kouini

RENTRÉE SCOLAIRE

Grande affluence aux points de vente des manuels scolaires

LES POINTS de vente des manuels scolaires relevant de l'Office national des publications scolaires (ONPS) à Alger enregistrent une grande affluence des parents d'élèves préférant les acheter dès maintenant vu qu'ils sont d'ores et déjà disponibles et aux mêmes prix que l'année passée.

Lors d'une tournée de l'APS, jeudi, à travers des points de vente des manuels scolaires dans la capitale, le responsable du point de vente du boulevard Zighoud-Youcef (Alger-centre), Mehdi Khellouf, a assuré que «tous les manuels scolaires des trois cycles de l'enseignement (primaire, moyen et secondaire) sont disponibles», ajoutant que «l'Office national des publications scolaires a mobilisé tous les moyens matériels et humains pour permettre aux parents d'élèves de les acquérir dans le calme».

Afin de contribuer à la réussite de la rentrée scolaire 2022-2023, le point de vente de Zighoud-Youcef «est ouvert tous les jours de la semaine sauf le vendredi», et ce, tout au long de l'année, a-t-il souligné. «On enregistre une forte affluence depuis la mi-août. Cela contribuera certainement à réduire la pression sur l'ONPS par rapport aux précédentes années», a-t-il estimé.

Le responsable a fait savoir que le point de vente de Zighoud-Youcef s'est doté, cette année, de trois caisses supplémentaires, qui seront opérationnelles à la rentrée scolaire pour assurer le bon déroulement de l'opération.

Au point de vente de «Larbi Ben Mhidi», Ahmed Bouziane, administrateur à l'office, a affirmé que les manuels scolaires des trois cycles d'enseignement étaient «disponibles», mettant en exergue que les prix sont «stables» et n'ont pas changé par rapport à l'année précédente, ce qui a été bien accueilli par les clients, a-t-il dit.

A ce titre, Salem, père de quatre enfants scolarisés aux cycles primaire et moyen, a estimé que les prix des manuels scolaires sont «très raisonnables» et «disponibles», et que les citoyens peuvent les acheter sans faire la queue. Il a indiqué avoir pu acquérir à la fois les manuels des deux cycles primaire et moyen, saluant l'accueil réservé par l'office.

De son côté, Salim, fonctionnaire et père de cinq enfants, a souligné qu'il avait l'habitude d'acheter chaque année des manuels scolaires au point de vente de Zighoud Youcef, constatant «la stabilité des prix». Pour sa part, Mohamed a salué «la bonne organisation» au niveau des points de vente des manuels scolaires et la stabilité des prix, et évoqué en revanche «la lourdeur du cartable pour les élèves», exprimant à ce propos son espoir de voir généraliser l'utilisation des tablettes à tous les établissements scolaires.

APS

FESTIVAL INTERNATIONAL DU THÉÂTRE EXPÉRIMENTAL DU CAIRE

Le metteur en scène Mohamed Cherchal encadre un atelier



LE METTEUR en scène et dramaturge algérien Mohamed Cherchal animera un atelier dédié au jeu du comédien dans le cadre des ateliers de la 29e édition du Festival international du théâtre expérimental du Caire prévu du 1 au 8 septembre prochain, indique un communiqué du Théâtre national algérien, Mahieddine- Bachtarzi.

En plus de cet atelier dix autres master-class sont prévus avec la participation de formateurs et d'artistes venus de Grèce, des Etats-Unis, du Canada et d'Egypte.

Le dramaturge Mohamed Cherchal a obtenu le prix de la meilleure représentation arabe de l'année 2020 pour la pièce théâtrale «GPS» (produite par le TNA en 2019) et qui a également remporté les prix de la meilleure mise en scène et da la meilleure interprétation masculin à la compétition officielle des 22e Journées théâtrales de Carthage en Tunisie en 2021.

Le Festival international du théâtre expérimental du Caire verra la participation de 44 pièces théâtrales de différents pays du monde et prévoit une compétition officielle pour 14 spectacles en lice, en provenance d'Egypte, de Tunisie, du Koweït, de Syrie, d'Irak, d'Italie, du Canada et des Etats-Unis. Il est prévu dans le cadre de la compétition des courts spectacles, la participation de 16 courtes pièces de théâtre d'Egypte, de Libye, d'Emirats arabes unis et de Suisse, ainsi que des spectacles des clubs du théâtre expérimental et de 14 autres spectacles de troupes égyptiennes. Créé en 1988, ce festival est une opportunité pour présenter des spectacles du théâtre expérimental de tous les pays du monde et distinguer les meilleurs mises en scène ainsi que plusieurs personnalités du 4e art, outre l'organisation de plusieurs conférences spécialisées.

R. C.